



**Riposte contre la
pandémie COVID-19**

Solidarité de la SADC

US A COMMON F...

LA PANDÉMIE COVID-19 a renforcé la détermination des États membres de la SADC à renforcer les mécanismes de riposte aux niveaux des États membres et régionaux pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe.

Lors de sa réunion virtuelle tenue le 29 mai, le Conseil des Ministres de la SADC a exhorté les États membres à accélérer l'opérationnalisation et la mise en œuvre des stratégies et instruments régionaux visant à répondre aux crises.

Le Président du Conseil des Ministres, l'Honorable Professeur Palamagamba John Kabudi, qui est le ministre des Affaires étrangères de la République-Unie de Tanzanie, a appelé au renforcement de la solidarité et de l'unité pour faire face à l'impact socio-économique de la pandémie dans la région.

Le professeur Kabudi a appelé la région de la SADC à transformer la crise de la COVID-19 en une opportunité en développant l'industrie médicale et pharmaceutique, qui à son tour créerait des emplois et stimulerait l'économie.

« Il faut noter que la COVID-19 restera probablement avec nous pendant une période de temps considérable », a déclaré la Secrétaire exécutive de la SADC, Dr Stergomena Tax dans son discours au Conseil. « Nous devons donc le comprendre et apprendre à vivre avec en mettant en place les mesures préventives et curatives nécessaires. »

Le Dr Tax a déclaré que la pandémie de la COVID-19 a entraîné de multiples défis et responsabilités qui nécessitent des approches

extraordinaires et innovantes pour faire des affaires, et elle a appelé les États membres à rester vigilants et à faire face à l'impact socio-économique du virus en tant que région unie.

Le Conseil a exhorté les États membres de la SADC à s'approvisionner en matériel et fournitures médicaux dans la région et à engager le secteur privé pour réorienter une partie de la fabrication vers la production d'équipements de protection individuelle (EPI), afin de faciliter la riposte régionale à la COVID-19.

À cette fin, le Secrétariat de la SADC diffusera une liste des fabricants d'équipements et de fournitures médicaux essentiels nécessaires pour lutter contre la COVID-19 et établira une plateforme en ligne pour faciliter l'accès aux informations sur les fabricants et les fournisseurs.

Le Conseil a reçu le rapport préliminaire sur l'impact socio-économique de la COVID-19 et ses implications pour la région, et a noté que la pandémie aura un impact négatif à court, moyen et long terme sur tous les secteurs sociaux et économiques, compte tenu de sa nature transversale.

La réunion mixte des ministres de la SADC responsables de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire, de la Pêche et de l'Aquaculture, qui s'est tenue virtuellement le 22 mai, a noté que la COVID-19 entraînerait une baisse de l'état nutritionnel de la population vulnérable en raison d'un accès inadéquat à la nourriture, d'une augmentation de l'insécurité alimentaire des ménages, l'accès insuffisant aux services de santé, de nutrition et d'eau, d'assainissement et d'hygiène.

suite page 2...



POLITIQUE	3
CONNAISSANCES INDIGENES	4
ENVIRONNEMENT	5
BIODIVERSITÉ	6
CONSERVATION TRANSFRONTALIÈRE	7
ENERGIE	8-9
GENRE	10
COMMERCE	11
ELECTIONS	12
PAIX & SECURITE	13
PATRIMOINE	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

Riposte contre la pandémie COVID-19 Solidarité de la SADC



Au vu de cette évaluation, le Conseil des ministres a appelé les États membres à continuer d'œuvrer à la mise en œuvre d'initiatives de renforcement de la résilience, à l'amélioration des mécanismes d'alerte précoce et de riposte, et à la planification d'urgence pour minimiser les impacts des catastrophes et des risques naturels sur les populations de la Région.

« Ces risques multiples ne sont pas sans effet sur les systèmes nationaux de préparation aux situations d'urgence et de prestation de services, soulignant le besoin urgent de renforcer les mesures qui renforcent la résilience, la préparation aux catastrophes et la riposte, y compris pour les pandémies et les épidémies et les risques connexes », a déclaré le professeur Kabudi.

Le Conseil a exhorté les États membres à mettre en œuvre les recommandations du rapport préliminaire sur l'impact socio-économique de la COVID-19, notamment: l'établissement de normes régionales pour faciliter l'harmonisation des systèmes et des capacités dans le secteur de la santé, en donnant la priorité à la

numérisation; mobilisation conjointe des ressources et achats groupés; l'élaboration d'un cadre pour la logistique, la connectivité et l'automatisation de la gestion des frontières pour une logistique efficace et la facilitation du commerce; fourniture de bouées de sauvetage financières aux Petites et Moyennes Entreprises; élargir la sécurité sociale et les mesures de protection sociale pour les pauvres et les vulnérables; la synchronisation des mesures fiscales et monétaires pour atténuer les effets de la pandémie de la COVID-19 sur la stabilité macroéconomique et financière de la région; élaborer des plans de relance, accélérer la mise en œuvre de la stratégie et feuille de route pour l'industrialisation de la SADC 2015-2063 sur les chaînes de valeur, entre autres, les chaînes de valeur pharmaceutiques; et d'approfondir la coopération et l'intégration régionales.

Malgré les progrès accomplis dans la formulation des politiques, l'un des principaux défis qui entravent la mise en œuvre réussie des stratégies de

réduction des risques de catastrophe est le manque de financement suffisant, étant donné que la stratégie et le fonds régionaux de préparation et de riposte aux catastrophes de la SADC ne disposent pas de ressources suffisantes.

Le Fonds de Développement Régional de la SADC (FDR), qui est censé être la principale source en cas de catastrophe, n'est pas encore pleinement fonctionnel.

Les États membres ont convenu de créer le FDR afin de mobiliser des ressources financières pour soutenir les infrastructures, le développement social, les risques de catastrophe et les exigences d'intégration régionale.

La région de la SADC a enregistré son premier cas de la COVID-19 début mars et depuis lors, le nombre de cas a augmenté de façon exponentielle.

Outre des implications importantes pour la santé publique, la pandémie de la COVID-19 a un effet négatif sur la production économique, la plupart des États membres de la SADC devraient enregistrer des contractions économiques en 2020. □

Stratégie et feuille de route pour l'industrialisation de la SADC

LE CONSEIL des Ministres de la SADC, lors d'une réunion virtuelle présidée par le ministre des Affaires étrangères de la République-Unie de Tanzanie, le professeur Palamagamba Kabudi, a examiné les progrès de la mise en œuvre de la stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC (2015-2063) et a noté un certain nombre de réalisations, y compris le traitement de nouveaux projets, principalement dans l'agro-industrie et un dans la valorisation des minéraux.

Le Conseil a pris note des conclusions préliminaires du rapport d'évaluation sur l'état de l'industrialisation de la SADC et du commerce intra régional dans la région de la SADC, rien que malgré l'amélioration des exportations et des importations intra-SADC au cours de la décennie 2008-2018, le commerce intra-SADC total est nettement moins par rapport à d'autres régions du monde comme l'Asie (30%) et l'Union européenne (60%). Le Conseil a chargé le Secrétariat de finaliser et de soumettre des recommandations concrètes au Sommet en août, en tenant compte de l'impact de la COVID-19.

Afin d'accélérer l'industrialisation de la SADC et le commerce intra-régional, le Conseil a exhorté les États

membres à intensifier leurs efforts pour résoudre les obstacles contraignants à l'industrialisation dans les domaines de la stabilité macroéconomique, de l'accès au financement et des infrastructures propices au développement industriel et à l'intégration régionale; signer et ratifier le Protocole de la SADC sur l'industrie; accélérer les opérations des instruments en suspens pour fournir un soutien, tels que le Fonds de développement régional de la SADC et le Cadre de mobilisation des ressources de la SADC; et éliminer les obstacles non tarifaires en temps opportun pour soutenir le développement du commerce régional.

En termes de préparation et de riposte aux catastrophes et aux crises, le Conseil a exhorté les États membres à accélérer l'opérationnalisation et la mise en œuvre de ces stratégies et instruments régionaux destinés à répondre à la crise, tels que le Fonds de développement régional de la SADC; le Fonds de préparation d'intervention et de catastrophe, le Cadre stratégique régional résilient 2020-2030; et a exhorté les États Membres à continuer à travailler ensemble et à se soutenir mutuellement pour accélérer la mise en œuvre des initiatives de renforcement de la résilience, améliorer l'alerte précoce et la riposte, et la planification d'urgence pour minimiser les impacts des futures catastrophes climatiques. □



La SADC et l'UNESCO signent un accord sur l'Éducation

LE SECRÉTARIAT de la SADC et l'Organisation des Nations Unies, pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) ont signé une déclaration commune et un plan d'action pour assurer la continuité de l'apprentissage dans le contexte de la COVID-19.

Dans une déclaration conjointe signée par la Secrétaire exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax et le Directeur régional et représentant du Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique australe, le professeur Hubert Gijzen, les deux organisations rassemblent leurs partenaires de développement, les organisations internationales, les organisations de la société civile et le secteur privé dans une large coalition pour assurer #LearningNeverStops.

La SADC et l'UNESCO ont souligné l'importance de la coordination régionale et des partenariats pour répondre au COVID-19 afin d'éviter la duplication des efforts et des ressources.

Le Secrétariat de la SADC a accepté de travailler avec l'UNESCO, dirigeant une Coalition mondiale pour l'éducation pour aider les États membres de la SADC à atténuer les effets du coronavirus sur l'éducation et à assurer la continuité des programmes d'éducation et d'apprentissage.

La crise de la COVID-19 a entraîné la fermeture d'écoles, d'écoles polytechniques et d'universités, affectant les apprenants et les jeunes de toute la région.

Les fermetures d'écoles aggravent les inégalités en matière d'éducation et touchent de manière disproportionnée les enfants et les jeunes vulnérables, car certains élèves ont accès à l'apprentissage en ligne, contrairement à la majorité.

Grâce à cette collaboration, le Secrétariat de la SADC et l'UNESCO ont convenu de faciliter les opportunités d'apprentissage inclusif pour les enfants et les jeunes pendant cette période de perturbation éducative soudaine et sans précédent, et de soutenir les États membres dans des solutions d'apprentissage à distance qui incluent les enfants et les jeunes les plus à risque.

L'investissement dans l'apprentissage à distance devrait à

la fois atténuer les perturbations immédiates causées par la COVID-19 et accélérer le développement de systèmes éducatifs de qualité plus ouverts et flexibles.

Par cet accord, le Secrétariat de la SADC et l'UNESCO s'engagent à travailler avec les États membres et d'autres partenaires de la Coalition mondiale pour fournir un soutien aux États membres afin d'assurer la continuité de l'éducation sous le hashtag #LearningNeverStops.

Un soutien sera fourni aux États membres de la SADC pour mobiliser des ressources et mettre en œuvre des solutions innovantes et appropriées pour fournir une éducation et un apprentissage à distance, en tirant parti des approches de haute technologie, de faible technologie et sans technologie, et en recherchant des solutions équitables et un accès universel.

Le renforcement de l'accès à des possibilités d'apprentissage à distance innovantes contribuera à garantir la fourniture et l'accès à des contenus des curriculums de haute qualité. Cette initiative offre également l'occasion de renforcer

l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) afin de garantir que les apprenants développeront les connaissances, les compétences et l'esprit créatif requis par les secteurs productifs des États membres.

Plus précisément, le partenariat SADC-UNESCO se concentrera sur:

- ❖ Rendre l'apprentissage à distance possible pour tous les apprenants à tous les niveaux;
- ❖ Sensibilisation à l'importance de la santé et de l'hygiène et à la prévention de la COVID-19 grâce à des informations adaptées à l'âge sur le coronavirus et d'autres maladies infectieuses pour les enseignants et les apprenants;
- ❖ Aider les enseignants et les formateurs d'enseignants par l'accès et le renforcement des capacités à utiliser les technologies pertinentes pour faciliter et soutenir l'apprentissage à distance;
- ❖ Renforcer les capacités et les compétences pour une éducation STEM de qualité, pour garantir que les



apprenants développent un esprit créatif et les connaissances et compétences requises par les secteurs productifs pour la mise en œuvre de la stratégie d'industrialisation de la SADC; et

- ❖ Améliorer la science, la technologie et l'innovation, et la riposte en recherche et développement à la COVID-19 par la diffusion de résultats de recherche opportuns et pertinents, y compris le partage des meilleures pratiques, des informations et l'apprentissage mutuel, en élargissant l'initiative aux dimensions régionales et en minimisant la duplication des efforts sur la COVID-19.

Le partenariat cherchera des solutions équitables pour assurer des ripostes coordonnées et éviter le chevauchement des efforts, tout en facilitant le retour des élèves à l'école lors de leur réouverture pour éviter une augmentation des taux d'abandon. □

Cadre stratégique pour la réduction des risques de catastrophe et la riposte

AU FIL des ans, la SADC a développé des stratégies et des instruments pour réduire et gérer l'impact des catastrophes dans la région conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe qui était adopté à la troisième Conférence mondiale des Nations Unies à Sendai (Japon) en 2015 et met l'accent sur la nécessité de prévenir l'émergence de nouveaux risques, de réduire les risques existants, de renforcer la résilience, d'améliorer la préparation aux catastrophes pour une riposte efficace et de «reconstruire mieux» dans le cadre du relèvement, réhabilitation et reconstruction.

Les ministres responsables de la gestion des risques de catastrophe ont adopté la Stratégie et le Fonds régional de préparation et de riposte aux catastrophes de la SADC (2016-2030) dans le but d'améliorer la coordination en réponse aux catastrophes. La stratégie, qui a été approuvée par le Conseil des

ministres de la SADC en 2017, a trois priorités:

- ❖ Comprendre les systèmes d'information sur la gestion des risques et des catastrophes;
- ❖ Renforcer la préparation aux catastrophes et la planification des interventions; et,
- ❖ Création du fonds régional de préparation et d'intervention en cas de catastrophe.

Il est prévu de promouvoir le partage ponctuel des données pertinentes sur les risques de catastrophe entre les États membres et le Secrétariat de la SADC afin de permettre la fourniture d'informations et de produits d'alerte précoce pour une prise de décision efficace.

Cela comprend le développement des capacités d'évaluation de la vulnérabilité, l'accélération des initiatives de renforcement de la résilience et le renforcement des capacités de planification d'urgence.

La mise en œuvre de la stratégie devrait se traduire par une réduction substantielle de l'impact

néatif des catastrophes du fait de la perte de vies, de moyens de subsistance, de santé, d'infrastructures et de la performance économique des États Membres.

Les Ministres responsables de la gestion des risques de catastrophe ont approuvé en février 2020 le projet de cadre stratégique régional pour la résilience (2020-2030), qui vise à renforcer la capacité des États membres à prévenir et à répondre aux catastrophes. Le cadre comprend la surveillance des risques transfrontalières et le renforcement de la collaboration dans l'élaboration d'accords et de cadres de coopération pour atténuer la propagation des risques transfrontalières.

Du point de vue du changement climatique, la région s'est concentrée sur les mesures d'adaptation et d'atténuation, qui incluent la promotion des investissements dans des infrastructures résilientes au climat. □

Les connaissances indigènes africaines pourraient-elles contenir des réponses à la COVID-19?

par Kumbirayi Nhongo

L'AFRIQUE POURRAIT-ELLE être la source du remède insaisissable pour le coronavirus qui cause la COVID-19?

Cette question a été soulevée lors du discours mondial autour de la quête d'une prévention ou d'un remède contre le coronavirus mortel, qui au 30 juin a touché environ 5 millions de personnes dans le monde et fait plus de 350 000 morts.

Madagascar a attiré l'attention du monde entier après avoir annoncé en avril qu'il disposait d'un remède à base de plantes contre le coronavirus.

Imperturbable face aux critiques internationales selon lesquelles les preuves scientifiques faisaient défaut, le président Andry Rajoelina a lancé COVID-Organics, un remède à base de plantes qui, selon lui, pouvait prévenir et guérir la maladie.

« Cette tisane donne des résultats en sept jours », a-t-il dit, aux chœurs de désapprobation des experts de la santé et des sociétés pharmaceutiques des pays industrialisés généralement dominants et à la curiosité d'autres dirigeants africains conscients que les entreprises du

Nord trouvent et brevètent souvent des médicaments originaires d'Afrique, avec peu d'avantages pour le continent. Selon l'Institut malgache de recherche appliquée, l'organisation qui a développé la boisson, le remède consiste en un certain nombre d'herbes indigènes, y compris l'artemesia annua, une plante à l'efficacité prouvée pour le traitement du paludisme.

Les chiffres des Centres africains pour le contrôle des maladies (CDC) montrent que Madagascar a l'un des taux de récupération de la COVID-19 les plus élevés du continent et moins de décès, une situation qui, selon les autorités malgaches, ajoute de la crédibilité à leurs affirmations sur l'efficacité du remède et le potentiel de la contribution des systèmes de connaissances indigènes (SCI) à la médecine moderne.

Alors que le monde industrialisé et ses experts médicaux ont mis du temps à encourager la COVID-Organics, certains pays africains, dont le Tchad et le Nigéria, ont passé des commandes.

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) est restée ouverte

au rôle des SCI dans la médecine moderne et a accueilli favorablement les innovations basées sur les plantes et les médicaments traditionnels.

« L'OMS travaille avec des instituts de recherche pour sélectionner des produits de médecine traditionnelle qui peuvent être étudiés pour l'efficacité clinique et la sécurité du traitement de la COVID-19 », a déclaré l'OMS dans un communiqué.

L'agence des Nations Unies a ajouté une mise en garde, soulignant la nécessité de soumettre ces remèdes à des essais cliniques.

« Nous conseillons au gouvernement de Madagascar de soumettre ce produit à un essai clinique et nous sommes prêts à collaborer avec eux », a déclaré Matshidiso Moeti, directeur régional de l'OMS pour l'Afrique.

De même, l'Union africaine (UA) a déclaré qu'elle examinerait le remède malgache après que le président Rajoelina ait présenté le médicament à d'autres dirigeants africains lors d'une téléconférence tenue le 29 avril.

L'UA a déclaré dans un communiqué, "une fois les détails fournis, l'Union, par le biais des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies, examinera les données scientifiques recueillies jusqu'à présent sur la sécurité et l'efficacité de la COVID Organics."

L'UA a souligné que cet examen serait basé sur « des normes techniques et éthiques mondiales pour recueillir les preuves scientifiques nécessaires concernant les performances du tonique ».

Le gouvernement sud-africain a exprimé sa volonté d'aider Madagascar à mener les essais cliniques requis.

« Nous avons reçu un appel du gouvernement de Madagascar, qui a demandé de l'aide pour la recherche scientifique. Nos scientifiques pourraient aider à la recherche », a déclaré le ministre sud-africain de la Santé, Zweli Mkhize.

Malgré l'approche prudente de l'OMS et de l'UA, le remède malgache se révèle populaire dans certains pays africains.

La Guinée équatoriale est devenue le premier pays africain à recevoir le produit de Madagascar le 30 avril. La livraison contenait 11 500 paquets de COVID-Organics pesant 1,5 tonne. Le Niger, a également pris livraison du produit malgache.

Le président sénégalais, Macky Sall, a félicité Madagascar pour ses « efforts dans la recherche de solutions thérapeutiques que le Sénégal suit avec intérêt ».

En République-Unie de Tanzanie, le président John Magufuli a annoncé son intention d'importer le produit pour un usage local.

« J'ai été en pourparlers avec Madagascar. Ils disent avoir découvert le médicament de la COVID-19. Nous enverrons un avion pour apporter les médicaments afin que les Tanzaniens puissent également en bénéficier », a-t-il déclaré.

Les autres pays qui ont reçu le remède malgache comprennent la République du Congo et la Guinée Bissau.

La COVID-19 a eu un impact économique sérieux en Afrique et une étude menée par l'UA prédit que l'économie continentale pourrait reculer de plus de quatre pour cent en 2020 en raison de l'impact négatif du virus.

Un certain nombre de pays dans le monde mènent des recherches scientifiques pour trouver un vaccin ou un remède contre le coronavirus et les médicaments brevetés incluent souvent les SCI d'Afrique. sardc.net □



La Covid-19 et l'environnement

LE SECTEUR de l'environnement en Afrique australe n'a pas été épargné par la pandémie de coronavirus.

Alors que les pays de la région ont mis en place des verrouillages de diverses amplitudes pour contenir la propagation de la maladie, avec les effets négatifs qui en résultent sur l'économie, certains impacts environnementaux positifs ont été réalisés.

La propagation du coronavirus qui cause la COVID-19 a entraîné des décès, des maladies et des perturbations de la productivité, de l'emploi et du commerce; mais l'impact négatif de l'arrêt de l'activité industrielle, de l'annulation des vols et de la réduction du trafic automobile, car de nombreuses personnes réduisent leurs déplacements en travaillant à distance, a entraîné une réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution atmosphérique.

Une analyse préliminaire du Conseil sud-africain pour la recherche scientifique et industrielle suggère que les niveaux de pollution au dioxyde de soufre ont chuté de 47 pour cent pendant la première période de confinement du pays en mars.

Les niveaux de dioxyde d'azote semblent avoir baissé de 23 pour cent au cours de la même période.

Les scientifiques constatent un lien entre la pollution de l'air et les problèmes pulmonaires qui rendent les gens plus vulnérables à la COVID-19, comme le montrent les taux de mortalité plus élevés dans les zones fortement industrialisées.

Cela a rappelé que la santé humaine est liée à la santé environnementale.

La COVID-19 a également entraîné une augmentation des déchets médicaux dangereux tels que les équipements de protection individuelle (EPI), l'électronique et les produits pharmaceutiques jetés, ainsi que les eaux usées, les détergents, les désinfectants et les solutions antimicrobiennes.

Dans un rapport récent intitulé Travailler avec l'environnement pour protéger les personnes: la riposte du PNUE à la COVID-19, le Programme des Nations Unies pour l'environnement Programme explique comment il ajuste son travail en réponse à la COVID-19 en aidant les pays et les partenaires à « reconstruire mieux » - à travers une science plus solide, des politiques qui soutiennent une planète plus saine et des investissements plus verts.

La réponse du PNUE couvre quatre domaines:

- ❖ Aider les pays à gérer les déchets de la COVID-19,
- ❖ Apporter un changement transformationnel pour la nature et les gens,
- ❖ Travailler pour garantir que les programmes de relance économique créent une résilience aux crises futures, et
- ❖ Moderniser la gouvernance environnementale mondiale.

« Dans la COVID-19, la planète a émis son plus fort avertissement à ce jour que l'humanité doit changer », a déclaré la Directrice exécutive du PNUE, Inger Andersen.

« La fermeture des économies est une réponse à court terme à cet avertissement. Cela ne peut pas durer. Les économies qui travaillent avec la nature sont essentielles pour assurer la prospérité des nations du monde. »

Pour soutenir les pays dans leurs efforts pour faire face aux impacts socio-économiques et environnementaux de la COVID-19, le PNUE coordonnera ses travaux avec le reste du système des Nations Unies. Des exemples d'interventions comprennent:

- Aider les décideurs à faire face à l'augmentation des déchets dangereux tels que les équipements de protection individuelle, l'électronique et les produits pharmaceutiques d'une manière qui ne nuit pas davantage à la santé humaine ou à l'environnement;

- Un programme de gestion des risques zoonotiques et d'intervention pour améliorer la capacité des pays à réduire les menaces grâce à des approches favorables à la nature, y compris une nouvelle cartographie mondiale des risques liés au commerce non réglementé des espèces sauvages, à la fragmentation des habitats et à la perte de biodiversité;
- Promouvoir des opportunités accrues d'investissement dans la nature et la durabilité dans le cadre de la riposte à la crise de la COVID-19, y compris à travers les fonds existants que le PNUE gère et les plans de relance économique que les pays prévoient.
- Atteindre les acteurs de l'économie réelle pour reconstruire, intensifier et accélérer la consommation et la production durables, et créer de nouveaux emplois verts, notamment en atteignant les entreprises grâce à des partenariats avec les agences des Nations Unies, les institutions financières, gouvernementales et du secteur privé, et en revitalisant les marchés et les chaînes d'approvisionnement pour un développement vert et durable des produits; et
- Examiner les implications de la transition de la gouvernance environnementale et du multilatéralisme vers des plates-formes de réunion virtuelles, et ainsi réduire l'empreinte environnementale.

« L'idée qu'un monde naturel prospère est essentiel à la santé humaine, aux sociétés et aux économies a toujours été au cœur des travaux du PNUE », a déclaré Andersen. « Mais maintenant, le PNUE doit fournir encore plus de soutien aux pays comme ils réduisent les risques de futures pandémies en restaurant les écosystèmes et la biodiversité perdus, en luttant contre le changement climatique et en réduisant la pollution. »

Le PNUE est la principale voix mondiale en matière d'environnement, assurant le leadership et encourageant les partenariats dans la protection de l'environnement en informant et en permettant aux peuples et aux nations d'améliorer leur qualité de vie sans compromettre celle des générations futures. □

Perte de biodiversité et la COVID-19

LA BIODIVERSITÉ est la base qui soutient toute vie sur terre et sous l'eau, ayant un impact sur tous les aspects de la santé humaine - fournissant de l'air et de l'eau propres, des aliments nutritifs, une compréhension scientifique et des sources de médicaments, la résistance naturelle aux maladies et la résilience au changement climatique.

La modification ou la suppression d'un élément de cette toile affecte l'ensemble du système de vie et peut produire des conséquences négatives.

Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement affirme que les actions humaines ont poussé la nature au-delà de ses limites, y compris la déforestation, l'empiètement sur les habitats fauniques, l'intensification de l'agriculture et l'accélération du changement climatique, et qu'il faudrait 1,6 Terre pour répondre aux demandes que les humains font de la nature chaque année.

Si nous continuons sur cette voie, dit le PNUE, la perte de biodiversité aura de graves implications pour l'humanité, y compris l'effondrement des systèmes alimentaires et de santé.

L'émergence de la COVID-19 a souligné le fait que, lorsque nous détruisons la biodiversité, nous détruisons le système qui soutient la vie humaine. Aujourd'hui, on estime que, dans le monde, environ un milliard de cas de maladie et des millions de décès surviennent chaque année à cause de maladies causées par des coronavirus. □



L'Heure de la nature

« L'HEURE DE la nature » est le thème de la Journée mondiale de l'environnement en juin 2020, l'accent étant mis sur le rôle de l'environnement naturel dans la fourniture des infrastructures essentielles qui soutiennent la vie et le développement humain.

Les aliments que nous mangeons, l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons et le climat qui rend notre planète habitable proviennent tous de la nature.

Chaque année, par exemple, les plantes marines produisent plus de la moitié de l'oxygène de l'atmosphère et un arbre mature nettoie l'air, absorbe 22 kilos de dioxyde de carbone et libère de l'oxygène en échange.

Ce thème concerne également la biodiversité – une préoccupation à la fois urgente et existentielle. Les récents événements mondiaux, des feux de brousse à la sécheresse et aux inondations, aux cyclones et aux infestations acridiennes et maintenant, à une pandémie mondiale de maladies, démontrent l'interdépendance des humains et des réseaux de vie dans lesquels nous existons.

« Malgré tous les avantages que notre nature nous apporte, nous continuons à la maltraiter. C'est pourquoi nous devons travailler là-dessus. C'est pourquoi nous avons besoin de ce rappel qui engage les gouvernements, les entreprises, les célébrités et les citoyens à concentrer leurs efforts sur un problème environnemental pressant », a déclaré le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE ou ONU Environnement) à propos du thème.

« La nature nous envoie un message. »

La Directrice exécutive du PNUE, Inger Andersen, a ajouté: « Si quelqu'un a besoin d'être convaincu davantage, il est peut-

être utile de mettre en évidence certains chiffres qui montrent ce que la nature nous donne déjà, et combien elle pourrait donner plus si nous la traitons avec le respect qu'elle mérite:

- Environ la moitié du PIB mondial dépend de la nature.
- Nos océans et nos forêts soutiennent des milliards de personnes et créent des emplois verts - 86 millions
- d'emplois verts uniquement issus des forêts. Pourtant, les taux de déforestation dans les zones boisées de l'Afrique australe sont cinq fois plus élevés que les estimations précédentes, selon une étude récente publiée début août.
- Quatre milliards de personnes dépendent principalement des médicaments naturels.

- Les solutions climatiques naturelles - telles que le reboisement et l'utilisation de la verdure pour refroidir nos villes et nos bâtiments - peuvent fournir environ un tiers des réductions d'émissions nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. □

C'est quoi la biodiversité et pourquoi est-elle importante?

LA BIODIVERSITÉ décrit la variété de la vie sur Terre, y compris les 8 millions d'espèces végétales et animales de la planète, les écosystèmes qui les abritent et la diversité génétique parmi eux.

La biodiversité est une toile complexe et interdépendante, dans laquelle chaque membre joue un rôle important, dessinant et contribuant d'une manière qui peut même ne pas être visible à l'œil nu.

Au cours des 150 dernières années, la couverture des récifs coralliens vivants a été réduite de moitié. Au cours des 10 prochaines années, une espèce connue sur quatre peut avoir été anéantie, et lorsque nous détruisons la biodiversité, nous détruisons le système qui soutient la vie humaine.

Le PNUE déclare que renverser la perte de biodiversité est le seul moyen de restaurer et de maintenir une planète saine, ajoutant que cela ne sera possible que lorsque nous comprendrons la toile de vie dans laquelle nous vivons et apprécions son fonctionnement comme un système dans son ensemble.

« Il est temps de repenser notre relation avec la nature et de placer la nature au cœur de nos prises de décision. »

La Convention sur la diversité biologique reconnaît que la diversité biologique est essentielle à une planète saine.

Cette Convention est l'instrument juridique international pour « la

conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques », et a été ratifiée par 196 pays. □

Sommet des Nations Unies sur la biodiversité Septembre 2020

LE SOMMET des Nations Unies sur la Biodiversité sera convoqué par le Président de l'Assemblée générale le 30 septembre 2020, au niveau des chefs d'État et de gouvernement, sous le thème « Action urgente sur la biodiversité pour le développement durable ».

Le Sommet soulignera la crise à laquelle l'humanité est confrontée du fait de la dégradation de la biodiversité et le besoin urgent d'accélérer l'action sur la biodiversité pour le développement durable.

Cela donnera l'occasion aux chefs d'État et de gouvernement d'élever leurs attentes quant à l'élaboration du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 qui sera adopté lors de la 15ème réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique en 2021.

Ce cadre et sa mise en œuvre efficace visent à mettre la nature sur la voie de la relance d'ici 2030 pour atteindre les cibles convenues dans les Objectifs de Développement Durable (ODD) et réaliser la vision de « Vivre en harmonie avec la nature ».

Les sociétés humaines sont intimement liées et dépendent de la biodiversité. Sa perte et la dégradation de ses contributions aux populations compromettent les progrès vers les ODD et le bien-être humain.

La pandémie de la COVID-19 a en outre mis en évidence l'importance de la relation entre l'homme et la nature. □

Parc transfrontalier du Grand Mapungubwe partagé par le Botswana, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe

UN TRAITÉ pour officialiser la création de la zone de conservation transfrontalière du Grand Mapungubwe est en cours de finalisation par trois États membres de la SADC.

Cette zone de conservation transfrontalière (TFCA) est située au confluent des rivières Shashe et Limpopo englobant des territoires au Botswana, en Afrique du Sud et au Zimbabwe, et mesure 5 909 kilomètres carrés.

Le Grand Mapungubwe TFCA fonctionne sur la base d'un Mémorandum d'Entente signé

par les trois pays en 2006, mais des négociations ont commencé pour un traité officiel visant à renforcer la collaboration dans les travaux de conservation et le développement du tourisme.

Le Ministre de l'Environnement, de la Conservation des Ressources Naturelles et du Tourisme du Botswana, l'Honorable Philda Kereng, a déclaré au Parlement que le comité technique trilatéral, composé de représentants des trois États membres, s'était réuni en Afrique du Sud en février.

Le but de la réunion était de créer une feuille de route pour la signature du traité et la mise en place des structures institutionnelles nécessaires pour assurer sa mise en œuvre durable.

Le traité devrait être signé prochainement par les chefs d'État des trois pays.

« Le GMTFCA progresse bien et nous espérons que les progrès s'amélioreront encore après la signature du Traité en juin », a noté Kereng.

La région du Grand Mapungubwe a une grande

importance historique et culturelle pour l'Afrique australe.

La région de Mapungubwe était le centre d'un ancien royaume puissant qui faisait du commerce dans tout le réseau de l'océan Indien pendant la période d'environ 900 à 1300 après JC, et avec d'autres royaumes et structures étatiques dans les trois pays.

Des preuves de son histoire sont conservées dans plus de 400 sites archéologiques du parc, et le paysage culturel de Mapungubwe du côté sud-africain a été reconnu en 2003 comme site du patrimoine mondial par l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO).

Outre son importance culturelle et historique, la région est connue pour sa richesse abondante en faune et en flore, et est très bien classée pour son potentiel de conservation des « cinq grands ». Les cinq grandes espèces de mammifères africains sont le lion, le léopard, le rhinocéros, l'éléphant et le buffle.

Un certain nombre d'événements internationaux de tourisme d'aventure sont organisés chaque année dans la région, tels que le Tour de Tuli, le 4X4 Defender Trophy et le Wild Run, entre autres.

La zone de conservation transfrontalière du Grand Mapungubwe était connue sous le nom de zone de conservation transfrontalière Limpopo-Shashe jusqu'en 2009, lorsque les trois pays ont convenu de la nommer Mapungubwe pour signifier leur patrimoine culturel commun.

Il est envisagé que cette région attirera des niveaux d'investissements encore plus importants dans la conservation, le tourisme et la gestion de la faune après la conclusion du Traité pour le Grand Mapungubwe TFCA. □

LES ZONES de conservation transfrontalière (TFCA) représentent une approche régionale de la conservation de la biodiversité et du développement du tourisme.

Le concept de zones de conservation transfrontalières est basé sur le flux de la nature, y compris les rivières, le vent, la végétation et les animaux qui ne sont pas liés par des frontières politiques, et fondé sur la « prise de conscience que les ressources naturelles qui chevauchent les frontières internationales sont des actifs partagés avec le potentiel de contribuer de manière significative à la conservation de la biodiversité et au développement socio-économique des communautés rurales », note le programme de la SADC pour les zones de conservation transfrontalières.

Cette protection est essentielle car la biodiversité est sous pression dans la région en raison de l'expansion des populations et des établissements humains ainsi que du changement climatique, de la désertification et du braconnage de la faune, entre autres.

Un certain nombre de protocoles et de stratégies fournissent un environnement propice à l'établissement et au développement des TFCA dans la région de la SADC. Il s'agit notamment des éléments suivants, avec la date de signature et la date d'entrée en vigueur du protocole:

- ❖ Protocole de la SADC sur la conservation de la faune et l'application des lois (1999, 2003)
- ❖ Protocole révisé de la SADC sur les cours d'eau partagés (2000, 2003)
- ❖ Protocole SADC sur la foresterie (2002, 2009), et
- ❖ Stratégie régionale de la SADC pour la biodiversité (2006).

Les TFCA sont définis dans le Protocole de la SADC sur la conservation de la faune et l'application des lois comme de grandes régions écologiques qui chevauchent les frontières de deux ou plusieurs pays.

Il existe 18 TFCA dans la région de la SADC.

Ces zones fournissent des éléments de base pour l'intégration régionale car elles sont transfrontalières et multisectorielles, avec un accent sur la conservation et le développement pour les populations locales de la zone.

Cela stimule l'intégration régionale à un niveau pratique en promouvant l'harmonisation des politiques et en développant de nouvelles façons de traiter des questions critiques telles que l'application des lois transfrontalières pour lutter contre le braconnage.

Certains des autres TFCA de la région sont le Great Limpopo Transfrontier Park qui chevauche des parties du sud du Mozambique, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe; le TFCA Liuwa Plains-Mussuma impliquant l'Angola et la Zambie, et le TFCA Selous-Niassa partagé par le Mozambique et la République-Unie de Tanzanie.

Le Great Limpopo Transfrontier Park est le plus grand TFCA du monde, couvrant une superficie de 37 572 kilomètres carrés. □





Le secteur de l'énergie de la SADC se prépare à l'impact de la COVID-19

par Joseph Ngwawi



L'ÉNERGIE EN AFRIQUE

LE SECTEUR de l'énergie en Afrique australe n'a pas été épargné par la pandémie de coronavirus en cours, avec des impacts à la fois positifs et négatifs sur les efforts de la région pour faire face aux pénuries d'électricité.

Du côté positif, la plupart des pays de la SADC ont connu des réductions de la demande d'électricité pendant les heures de pointe.

Selon le Southern African Power Pool (SAPP), la majorité de ses pays membres n'ont pas eu à imposer de mesures de gestion de la demande telles que le délestage au cours de cette saison car il y a généralement eu une baisse de la charge du système.

« Il y a eu une baisse générale de la demande enregistrée par les membres du SAPP en raison des mesures de confinement qui ont été prises par la plupart des pays de la SADC », a déclaré le SAPP lors d'une téléconférence du Groupe thématique sur l'énergie de la SADC (GTE) tenue le 5 mai.

Le SAPP est un organisme régional qui coordonne la planification, la production, le transport et la commercialisation de l'électricité pour le compte des services publics des États membres en Afrique australe.

Il est composé de compagnies d'électricité d'Angola, du Botswana, de la République démocratique du Congo, d'Eswatini, du Lesotho, du Malawi, du Mozambique, de la Namibie, de l'Afrique du Sud, de la République-Unie de Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe.

La majorité de ces pays sont en confinement depuis la fin du mois de mars, un développement qui les a amenés à fermer des entreprises, à fermer les frontières et à demander aux gens de rester chez eux dans le cadre de mesures visant à contenir la propagation du coronavirus.

L'Afrique du Sud, qui est le plus grand producteur et consommateur d'électricité de la région, a connu une baisse de 40% de la charge de pointe du système depuis qu'elle s'est engagée dans un confinement national pour le coronavirus depuis le 27 mars, selon SAPP.

L'Afrique du Sud représente plus de 70% de la capacité de production d'électricité installée pour les 12 pays membres du SAPP, selon le SADC Energy Monitor 2018, publié l'année dernière. En tant que la plus grande économie d'Afrique australe, l'Afrique du Sud consomme également la grande partie de l'énergie produite dans la région.

Selon SAPP, le Zimbabwe a connu une réduction de 25% de sa charge du système depuis que le pays s'est engagé dans un confinement depuis le 30 mars.

Les autres pays avec des réductions de demande significatives sont le Botswana où la Botswana Power Corporation a noté une baisse de 14 pour cent de la charge du système, tandis que NamPower de la Namibie a signalé une baisse de 10 pour cent pour sa charge.

Une situation similaire a été signalée pour d'autres États membres de la SADC tels que le Lesotho, le Malawi et la Zambie.

Cependant, l'impact négatif de la pandémie est plus inquiétant, étant donné les implications à long terme des mesures de confinement sur la capacité de la région de la SADC à atteindre l'autosuffisance énergétique.

Selon les membres du Groupe de Travail Énergétique de la SADC, les confinements sont susceptibles de retarder considérablement la mise en œuvre de projets prévus et de ceux dont la construction a déjà commencé.

De par leur nature même, la construction de centrales électriques implique l'emploi de plusieurs centaines de travailleurs et des réunions régulières entre les équipes de sociétés d'ingénierie, de construction et d'approvisionnement.

Cependant, avec les directives de confinement interdisant les rassemblements et appelant à la distanciation sociale, il y aura probablement des retards dans le respect des délais du projet et la modification des horaires de travail, averti le SAPP.

Il en est de même pour les études d'impact environnemental et social, qui sont l'une des exigences avant le début de la construction d'une centrale électrique.

En raison des confinements, la plupart des visites de sites environnementaux et des enquêtes géotechniques ont été suspendues jusqu'à nouvel ordre et les équipes de projet ont eu recours de plus en plus à des études et à des informations documentaires.

Le SAPP coordonne un certain nombre de projets de production et de transport d'électricité dans la région et l'un d'entre eux est le projet de transport Mozambique-Malawi pour lequel l'appel d'offres est en cours et la construction devrait être terminée d'ici la fin de 2022.

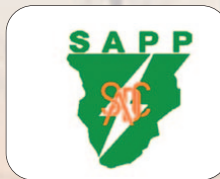
Il s'agit de l'un des nombreux projets de transport qui devraient connecter le Malawi au réseau électrique régional, un développement qui laisserait l'Angola et la République-Unie de Tanzanie comme les seuls pays membres du SAPP dont les systèmes électriques ne sont pas reliés au reste du pool.

On craint que le pire des cas soit que les partenaires financiers puissent invoquer des clauses de force majeure dans les contrats déjà signés si la pandémie de coronavirus et les restrictions qui l'accompagnent se poursuivent.

La force majeure est une clause commune dans les contrats qui libère essentiellement les deux parties de toute responsabilité ou obligation lorsqu'un événement ou une circonstance extraordinaire hors du contrôle des parties empêche l'une ou les deux parties de remplir leurs obligations en vertu du contrat.

Ces clauses sont invoquées en cas d'éclatement de guerre, de grève industrielle de longue durée, d'émeute, de crime ou d'épidémie.

D'autres membres du GTE ont déclaré avoir été affectés par les confinements, l'Association régionale des régulateurs d'électricité d'Afrique australe (RERA) déclarant qu'elle procédait à une évaluation de l'impact de la pandémie de coronavirus sur ses membres. sardc.net □





Plus de 16500 MW de nouvelle capacité de production ciblée d'ici 2023

LA SADC vise à mettre en service 16 515 mégawatts de nouvelle capacité de production d'électricité au cours des trois prochaines années, alors que la région s'efforce pour renforcer son infrastructure énergétique en tant que catalyseur de son programme d'industrialisation.

Selon le Southern African Power Pool (SAPP), qui coordonne la planification, la production et le transport d'électricité pour le compte des services publics des États membres, la majorité de la nouvelle énergie de cette année devrait provenir d'Afrique du Sud, qui devrait apporter une contribution supplémentaire de 5891 MW au pool électrique régional entre 2020 et 2023.

Les projets électriques prévus en République-Unie de Tanzanie devraient apporter 3 859 MW, selon les chiffres partagés par le SAPP lors d'une réunion virtuelle du Groupe Thématique sur l'énergie (GTE) de la SADC qui s'est tenue en mai.

D'autres contributions importantes au pool énergétique régional sont attendues de l'Angola (2 499 MW) et de la Zambie (1 186 MW).

Cependant, sur la capacité de production supplémentaire de 16 515 MW prévue pour la mise en service, seuls 9 731 MW, soit environ 59 pour cent, seront disponibles pour le réseau régional puisque la SADC n'est pas encore pleinement intégrée en termes d'échange d'énergie.

Tous les États Membre de la SADC situés sur le continent, à l'exception de l'Angola, du Malawi et de la République-Unie de Tanzanie, sont interconnectés au réseau régional SAPP, ce qui leur permet de commercer en électricité.

La nouvelle capacité de production installée dans l'un des trois pays non participants n'est pas accessible aux neuf autres membres du SAPP - Afrique du Sud, Botswana, République démocratique du Congo, Lesotho, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

Selon le SAPP, la région devra continuer à investir dans une nouvelle capacité de production car un certain nombre de centrales électriques existantes seront démantelées.

Les centrales électriques d'une capacité de production combinée de 8450 MW devraient être démantelées dans la région entre 2020 et 2023, ce qui nécessitera une capacité de production supplémentaire.

En termes de capacité de production mise en service en 2019, le SAPP a indiqué qu'un total de 3595 MW avait été ajouté au pool électrique régional par ses membres.

Les projets d'énergie thermique ont continué de dominer le mix de production des nouvelles capacités mises en service en 2019, représentant 83% de l'électricité supplémentaire produite au cours de l'année.

Ceci est principalement dû au fait que la majeure partie de la nouvelle capacité provenait des centrales thermiques sud-africaines de Kusile et Medupi, qui ont fourni respectivement 1 440 MW et 1 480 MW.

En termes de projets d'interconnexion, des progrès notables ont été accomplis dans la préparation et la mise en œuvre des projets d'interconnexion prioritaires qui visent à connecter l'Angola, le Malawi et la Tanzanie au réseau SAPP.

L'interconnexion Mozambique-Malawi a atteint le bouclage financier et est au stade de la construction et devrait être mise en service en 2022.

L'interconnexion Zambie-Tanzanie est divisée en plusieurs composants et est en phase de construction du côté zambien et du côté tanzanien où les deux lignes de transport sont conçues pour converger près de la frontière de Nakonde d'ici 2022.

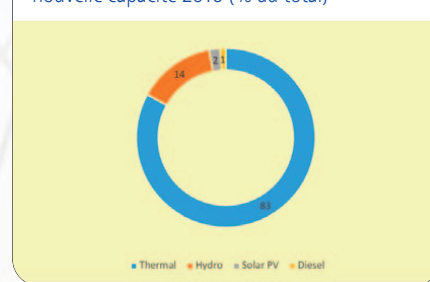
L'interconnexion Angola-Namibie est au stade des études de faisabilité et devrait également être mise en service d'ici 2022 suite à l'expression de l'engagement des deux États membres en signant le protocole d'accord intergouvernemental.

Du côté nord-ouest de la région, l'Angola et la République démocratique du Congo envisagent également de développer un projet d'interconnexion qui est encore au stade de pré-faisabilité.

Pour débloquer et tirer parti du développement des projets d'interconnexion, le SAPP a entrepris, avec le soutien de la Banque mondiale, une étude sur la mise en place d'un mécanisme de financement des infrastructures de transport régionales.

Les recommandations issues de l'étude devraient être présentées aux ministres de l'énergie pour approbation et finalement au Conseil des ministres pour examen et approbation. □

Mix de production de la SADC pour la nouvelle capacité 2019 (% du total)



Source: SAPP

Capacité de production prévue pour 2020-2023 (MW)

Pays	2020	2021	2022	2023	Total (MW)
Angola	399	-	2100	-	2499
RDC	240	120	-	-	360
Eswatini	10	-	-	-	10
Lesotho	-	-	20	-	20
Malawi	90	18	50	268	426
Mozambique	30	-	-	550	580
Namibie	220	44	-	-	264
Afrique du Sud	1219	2342	1525	805	5891
Tanzanie	212	820	1795	1032	3859
Zambie	765	120	200	101	1186
Zimbabwe	20	300	590	-	910
Total					16515

Source: SAPP

La COVID-19 impose un fardeau supplémentaire aux femmes

par Nyarai Kampilipili

LES PROGRÈS réalisés en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes sont menacés en raison de la pandémie de coronavirus en cours, car elle affecte différemment différents groupes de personnes et de sexes.

La gravité et la propagation rapide de la maladie à virus Corona 2019 (COVID-19), une maladie infectieuse pour laquelle il n'y a pas d'immunité humaine ou de remède, a été décrite par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme l'urgence sanitaire la plus grave depuis des générations.

Les femmes représentent plus des deux tiers des travailleurs de première ligne dans le secteur sanitaire et social et sont fortement exposées au coronavirus, ce qui augmente leurs chances de contracter la maladie.

En outre, le secteur informel, qui est dominé par les femmes, a été touché par le confinement économique imposé par un certain nombre de pays en réponse à la pandémie, affectant ainsi les moyens de subsistance de nombreuses femmes.

Les femmes ont largement intégré le travail supplémentaire qu'impliquent l'enseignement à domicile et la supervision de l'apprentissage en ligne pendant que les écoles sont fermées et que les enfants restent à la maison.

La Directrice exécutive des Nations Unies (ONU) Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, a déclaré qu'il fallait une riposte mondiale qui place les femmes et les filles au centre des efforts pour lutter contre la COVID-19.

Elle a déclaré que le fait de ne pas intégrer les dimensions de genre dans les plans de riposte à la COVID-

19 annulerait les progrès réalisés dans la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes, car la pandémie aggrave déjà les inégalités existantes.

« Une chose est claire à propos de la pandémie de la COVID-19... ce n'est pas seulement un problème de santé », a-t-elle déclaré, ajoutant que la pandémie avait non seulement provoqué la chute des marchés boursiers et la fermeture des écoles, mais aussi exposé « les carences du public et des arrangements privés qui ne fonctionnent actuellement que si les femmes jouent des rôles multiples et sous-payés. »

Elle a déclaré que le moment était venu pour la communauté mondiale, y compris les gouvernements, de reconnaître l'énormité de la contribution que les femmes apportent au développement socio-économique ainsi que la situation précaire dans laquelle se trouvent les femmes lorsque de telles catastrophes se produisent.

« Nous tous engagés dans cet effort, que ce soit dans le secteur public ou privé, devons adopter une approche coordonnée et centrée sur les personnes pour renforcer rapidement les capacités du système de santé dans les pays développés et en développement, en faisant un effort conscient pour placer les femmes au premier plan, » a déclaré Mlambo-Ngcuka.

Une façon d'intégrer le genre dans la riposte à la COVID-19

consiste à créer un meilleur accès aux équipements de protection individuelle (EPI) appropriés pour les soignants à domicile, promouvoir des modalités de travail flexibles et garantir l'approvisionnement en produits d'hygiène menstruelle.

D'autres mesures comprennent la nécessité de fournir des outils flexibles et innovants pour le signalement, des services de conseil, ainsi qu'un soutien médical et juridique et des conseils aux victimes de violence domestique.

Cela est particulièrement important car les cas de violence domestique ont considérablement augmenté dans le monde à la suite des mesures de confinement instituées par la plupart des pays pour contenir la propagation du virus.

Selon un récent rapport des Nations Unies, certains pays ont enregistré une augmentation jusqu'à 30% des cas de violence domestique signalés et environ 30% d'augmentation des appels d'urgence pour la violence basée sur le genre (VBG), les femmes et les filles étant les victimes.

La secrétaire exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, a déclaré qu'il était essentiel que toutes les parties prenantes travaillent ensemble pour lutter contre la violence basée sur le genre pendant la lutte en cours contre la pandémie de coronavirus.

« La SADC reconnaît que, au milieu de la lutte contre cette pandémie de la COVID-19 sans précédent, il est facile de négliger les abus que les femmes et les filles subissent pendant cette crise », a déclaré Dr Tax.

Par exemple, en vertu des mesures de confinement, les femmes qui ont été dans des relations abusives sont maintenant obligées de rester à la maison avec leurs agresseurs

pendant une période prolongée, ce qui rend difficile de demander de l'aide.

La pandémie a rendu le signalement des abus plus difficile en raison de la perturbation des services publics et de l'accès limité aux moyens de communication tels que les téléphones et les lignes d'assistance, d'où le besoin d'outils flexibles et innovants pour signaler la violence domestique.

Dr Tax a déclaré qu'il était donc important pour tout le monde, y compris le secteur public, le secteur privé, la société civile, les médias et les leaders communautaires de travailler ensemble pendant la crise de la COVID-19, tout en considérant l'impact différentiel de la crise sur les femmes et les hommes, les garçons et les filles.

« Avec des efforts et un engagement collectif, nous pouvons éviter une double crise de la COVID-19 et de la violence sexiste, et les conséquences considérables qui en découlent pour notre société.

« Nous devons tous redoubler d'efforts sur la tolérance zéro à la violence sexiste alors que nous combattons cette pandémie dévastatrice de la COVID-19 », a-t-elle déclaré.

Un autre impact de la pandémie de coronavirus est qu'elle a submergé le secteur de la santé, affectant l'accès aux services de santé reproductive pour les femmes.

L'accès limité aux services de santé reproductive peut entraîner une augmentation des grossesses non planifiées ainsi que de la mortalité infantile et maternelle.

Il est donc essentiel de placer les femmes et les filles au centre des efforts de résilience et de relance du coronavirus aux niveaux communautaire, national, régional et continental. □





La SADC préside le groupe de travail tripartite

LA SADC a assumé la présidence du groupe de travail chargé de négocier et de mettre en œuvre un marché intégré couvrant 26 pays d'Afrique orientale et australe.

Le marché élargi, communément appelé Zone de libre-échange tripartite (ZLET), implique le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CEA) et la SADC et a été lancé en 2015.

Il vise à promouvoir le développement économique et l'intégration en Afrique orientale et australe en créant un marché intégré avec une population combinée de plus de 600 millions de personnes et un produit intérieur brut (PIB) total d'environ 1 milliard de dollars américains.

Prenant la parole lors de la cérémonie de passation des pouvoirs organisée lors d'une réunion virtuelle en avril, le Secrétaire exécutif adjoint de la SADC pour l'intégration régionale, le Dr Theminkosi Mhlongo, a déclaré que la région restait attachée au succès du marché intégré.

Il a noté que la SADC préside le groupe de travail à un moment où la communauté mondiale et régionale a été touchée par la pandémie de la COVID-19.

Le coronavirus à l'origine du COVID-19 a perturbé la plupart des activités économiques, y compris la circulation des biens et des services dans la région, d'où la nécessité pour le COMESA-CEA-SADC de relever ces défis.

"Nous devons peut-être revoir les plans de mise en œuvre tripartites et prioriser ce qui peut être fait dans l'environnement actuel dans lequel nous sommes tous", a déclaré le Dr Mhlongo.

Il a noté que l'une des activités qui a été grandement affectée par la COVID-19, ainsi que les ressources limitées, est la mise en œuvre du pilier développement industriel de l'arrangement tripartite.

Dans le cadre de l'arrangement tripartite, la SADC dirige la mise en œuvre du pilier du développement industriel.

Le COMESA et la CEA sont respectivement à la tête de la mise en œuvre de deux autres piliers axés sur l'intégration du marché et le développement des infrastructures.

La présidente sortante du groupe de travail tripartite et secrétaire générale du COMESA, Chileshe Kapwepwe, a déclaré que de nombreuses réalisations avaient été accomplies par les trois communautés économiques régionales pour approfondir l'intégration et le développement durable dans la région.

Dans le cadre du pilier de l'intégration des marchés, par exemple, 22 pays au total sur 28 ont désormais signé l'accord ZLET, tandis que huit l'ont signé et ratifié. Les huit pays sont l'Égypte, le Kenya, l'Afrique du Sud, le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi, le Botswana et la Namibie.

La signature et la ratification par huit pays signifient maintenant qu'il ne reste plus que quatre au COMESA-CEA-SADC pour atteindre le seuil de 14 États pour opérationnaliser l'Accord.

Au moins six pays sont à un stade avancé de ratification: les Comores, l'Eswatini, le Malawi, le Soudan, la Zambie et le Zimbabwe.

En ce qui concerne les Barrières Non Tarifaires (BNT), un total de 25 États membres ont établi des points focaux et des comités de suivi nationaux pour utiliser le mécanisme tripartite de suivi, de notification et d'élimination des BNT en ligne.

« Au cours de cette période, l'outil de rapport Tripartite BNT Short Messaging a été développé et déployé », a déclaré Kapwepwe. L'outil est actuellement installé dans quatre pays: les Comores, le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe.

Parmi les autres jalons figure l'engagement des pays à opérationnaliser le marché unique du transport aérien africain dans le cadre de la Déclaration de Yamoussoukro sur la libéralisation de l'accès aux marchés du transport aérien en Afrique.

La mise en place d'un marché unique du transport aérien africain devrait réduire les coûts de l'aviation

et rendre les services de transport aérien accessibles à une population plus large de voyageurs d'affaires et de loisirs.

La croissance prévue des volumes de passagers aériens aura également pour effet d'accélérer la croissance de l'industrie de l'aviation civile aux niveaux régional et continental.

Le secrétaire général de la CEA, Libérat Mfumukeko, a déclaré que ces réalisations devraient être consolidées et en outre améliorées, ajoutant que le groupe de travail tripartite a une grande confiance dans la SADC pour approfondir l'intégration en Afrique orientale et australe.

Le COMESA était président du groupe de travail depuis novembre 2017, et la SADC dirigera également pendant une période avant de céder la présidence tournante à la CEA. □



LA ZLET s'inscrit dans le cadre de la création d'une Communauté économique africaine et de la Vision et de la Stratégie d'ensemble de l'Union africaine présentées dans le Plan d'action de Lagos de 1980 et le Traité d'Abuja de 1991.

Le lancement de la Communauté économique africaine s'est rapproché de la réalité en mai 2019 lorsque le continent a lancé la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

La ZLECAf est un marché élargi qui regroupe les 55 États membres de l'UA, couvrant un marché de plus de 1,2 milliard d'habitants et un produit intérieur brut (PIB) combiné de plus de 3 4 mille milliards de dollars américains.

L'opérationnalisation de la ZLECAf a la capacité de changer le paysage économique mondial et de stimuler le commerce intra régional à travers le continent. □

Chakwera remporte les élections au Malawi et s'engage à la construction de la nation

par Martin Makoni

L'ANCIEN LEADER de l'opposition, Lazarus Chakwera, a remporté la nouvelle élection présidentielle du Malawi contre le président sortant Peter Mutharika qui a servi un seul mandat de cinq ans.

Plus de 6,8 millions de Malawites ont voté le 23 juin dans un sondage qui a été étroitement observé par les observateurs locaux et régionaux. La participation électorale était de 64,81%.

À l'approche de la reprise de l'élection présidentielle, Chakwera a fait équipe avec un autre leader de l'opposition, Saulos Chilima, dans le but de faire appel à différentes régions du pays et de déloger le Parti démocratique progressiste (DPP) de Mutharika du pouvoir. Chilima était le vice-président du pays, mais il s'est brouillé avec Mutharika il y a quelques années et a formé son propre parti d'opposition, le United Transformation Movement (UTM).

Mutharika a uni ses forces avec le leader du parti du Front démocratique uni (UDF) Atupele Muluzi pour repousser l'opposition MCP-UTM Tonse Alliance de Chakwera et Chilima.

Alors que l'Alliance Tonse a mené une campagne bien planifiée, traversant tout le pays, la campagne terne de Mutharika-Muluzi n'a pas inspiré les électeurs, qui se sont plaints des promesses manifestes non tenues par l'administration précédente.

Les résultats de la répétition des élections ont été annoncés le 27 juin par le président de la Commission électorale du Malawi, Chifundo Kachale, qui est juge à la Haute Cour. Chakwera a remporté 2 604 043 des suffrages exprimés (58,6%), dépassant ainsi l'exigence légale de 50% +1 pour remporter la présidence.



Mutharika a obtenu 1 751 377 voix tandis qu'un troisième candidat à la présidence, Peter Kuwani, a recueilli 32 456 voix.

« Cela signifie que Lazarus McCarthy Chakwera est le président dûment élu de la République du Malawi », a déclaré Kachale, sous les applaudissements de ses partisans du Malawi Congress Party (MCP) au National Tally Center de la ville de Blantyre, dans le sud du pays.

Ancien évangéliste, Chakwera a vanté sa victoire comme une victoire pour tous les Malawites, quelles que soient leurs nuances politiques.

« Cette victoire est pour nous tous. Ceux qui ont voté pour moi et ceux qui n'ont pas voté pour moi savent que je suis un serviteur pour vous tous », a-t-il déclaré aux journalistes peu après l'annonce des résultats.

Le nouveau président malawite est né dans la périphérie de la capitale Lilongwe en avril 1955 et a fait ses études au Malawi et en Afrique du Sud.

Avant de devenir politicien, il a dirigé l'église des Assemblies of God au Malawi de 1989 à mai 2013, date à laquelle il a décidé pour la première fois de se présenter à un poste politique. Depuis août 2013, il est à la tête du MCP qui a dirigé le Malawi pendant 30 ans (1964-1994) sous le leader de l'indépendance Hastings Kamuzu Banda.

Chakwera a prêté serment le 28 juin, devenant le sixième président du Malawi depuis que feu Kamuzu Banda a conduit le pays à l'indépendance de la Grande-Bretagne en 1964 sous le MCP - qui est maintenant revenu au pouvoir après 26 ans dans l'opposition.

Prenant la parole après avoir été assermenté par le juge en chef Andrew Nyirenda, Chakwera a déclaré que son administration veillera à ce que le Malawi soit fermement placé sur la voie vers "Tsogolo labwino", ce qui signifie un avenir meilleur.

« Avec votre aide, nous rétablirons la confiance de la nouvelle génération dans la possibilité d'avoir un gouvernement qui sert, pas un gouvernement qui gouverne », a-t-il déclaré.

C'était la troisième fois que Chakwera avait de la chance après deux tentatives précédentes pour gagner le billet pour le palais de Sanjika, manquant de peu les élections présidentielles de 2014 et 2019.

Lors des élections générales tenues en mai 2014, il a perdu de peu contre Peter Mutharika, concédant sa défaite et exhortant les Malawites à maintenir la paix, à accepter le résultat et à attendre les prochaines élections. La reprise des élections de mai 2019 a été ordonnée par la Cour constitutionnelle en février 2020 à la suite d'une déposition que les élections précédentes avaient favorisée le président Mutharika.

Mutharika a battu de peu Chakwera en 2019 en remportant 38,57% des suffrages exprimés lors des élections présidentielles qui se sont déroulées en même temps que les élections des membres de l'Assemblée nationale et des conseillers du gouvernement local.

Chakwera a remporté 35,42% des voix tandis que Saulos Chilima était troisième, avec 20,24% des suffrages exprimés.

La victoire de Mutharika a déclenché des manifestations de plusieurs mois qui ont conduit à la destruction massive de biens et au pillage, les manifestants exigeant la destitution de la présidente de la Commission électorale du Malawi (MEC) de l'époque, Jane Ansah, et de ses collègues commissaires.

Ansah a finalement démissionné en mai après avoir résisté aux pressions pour le faire pendant plusieurs mois, ce qui a conduit Mutharika à nommer le juge de la Haute Cour Chifundo Kachale en juin pour diriger le MEC et organiser la tenue de la reprise de l'élection présidentielle. sardc.net □



La SADC saisie de la situation sécuritaire régionale ... alors que des mesures sont prises contre l'insurrection au Mozambique

LA SADC reste saisie de la situation politique et sécuritaire qui prévaut dans la région et se tient prête à aider n'importe lequel de ses États membres à trouver des solutions durables aux défis qui menacent la paix et la stabilité dans la région.

Cela a été déclaré par la Troïka de la SADC sur la politique, la défense et la coopération en matière de sécurité qui s'est réunie le 19 mai à Harare, au Zimbabwe pour discuter de la situation sécuritaire dans le nord du Mozambique.

La partie la plus septentrionale du Mozambique, en particulier dans la province de Cabo Delgado, est gravement menacée par certains actes d'extrémisme et de terrorisme, qui ont fait plus de 400 morts et près de 100 000 personnes déplacées.

Dans un communiqué publié peu après le Sommet extraordinaire de la Troïka d'Organe plus le Mozambique, la région «a fermement condamné les attaques armées et les actes de sabotage perpétrés par les terroristes et les groupes armés dans certains districts de la province de Cabo Delgado».

Divers groupes, y compris ceux ayant un fondamentalisme islamique, en particulier un groupe connu sous le nom d'Ahlu Sunna Wa-Jama, ont revendiqué la responsabilité de certaines des attaques.

«Le Sommet Extraordinaire de la Troïka d'Organe plus le Mozambique a engagé et exhorté les États membres de la SADC à soutenir le Gouvernement du Mozambique dans la lutte contre les terroristes et les groupes armés dans certains districts de Cabo Delgado», lit-on dans le communiqué.

Le Président de l'Organe de la SADC, le Président Emmerson Mnangagwa du Zimbabwe a déclaré qu'une région unie est mieux placée pour combattre toute instabilité dans la région.

«Il est impératif que nous nous tenions à nouveau côte à côte et que nous affrontions ce défi et d'autres auxquels nous pourrions

être confrontés en travaillant ensemble dans l'unité», a déclaré le Président Mnangagwa dans son discours d'ouverture.

«Pour réussir à prévenir et combattre le terrorisme, il faut un engagement renouvelé et ferme de tous les États membres de la SADC.»

La collaboration régionale pour résoudre et gérer tout conflit dans la SADC est essentielle car la paix et la stabilité sont essentielles au développement durable et à l'intégration régionale.

Concernant la situation politique au Royaume du Lesotho, le Sommet extraordinaire de l'Organe «a appelé au transfert pacifique du pouvoir conformément aux dispositions de la Constitution» du pays. Cela fait suite à la démission de Thomas Thabane en tant que Premier ministre du Lesotho le 19 mai.

Thabane, qui a été Premier ministre entre 2012 et février

2015, ainsi que de juin 2017 à mai 2020, faisait face à des pressions pour démissionner dans une affaire dans laquelle lui et son épouse actuelle sont accusés d'être impliqués dans le meurtre de sa précédente femme. Thabane et sa femme nient tous les deux les allégations.

En ce qui concerne la reprise des élections présidentielles au Malawi, la SADC a «pris note de la décision de la Cour suprême du Malawi» d'annuler les élections présidentielles de mai 2019, ouvrant la voie à une nouvelle élection le 23 juin.

S'agissant de la situation politique générale dans la région, le Sommet s'est déclaré satisfait de la paix et de la stabilité relatives qui prévalent dans la plupart des États Membres.

La Troïka de l'Organe de la SADC est responsable de la promotion de la paix et de la sécurité dans la région de la



SADC et est coordonnée au niveau du Sommet, composée d'un Président, d'un Président entrant et d'un Président sortant, et fait rapport au Sommet de la SADC.

La Troïka de l'Organe de la SADC est actuellement constituée par le Président Emmerson Mnangagwa du Zimbabwe (Président), le Président Mokgweetsi Masisi du Botswana (Président entrant) et le Président zambien Edgar Lungu (Président sortant). □

Dr. Moeketsi Majoro, nouveau Premier Ministre du Lesotho

LE NOUVEAU Premier Ministre du Royaume du Lesotho, le Dr Moeketsi Majoro, est un économiste et un technocrate qui est Ministre des Finances depuis 2017.

Il a été secrétaire général au Ministère de 2004 à 2008, avant de rejoindre le Fonds monétaire international de 2008 à 2012 où il a occupé les fonctions de directeur exécutif et de suppléant. En 2013, il a été nommé au Gouvernement en tant que Ministre de la planification du développement.

M. Majoro, 58 ans, est titulaire d'une licence en économie de l'université du Lesotho, d'une maîtrise en économie agricole et d'un doctorat en économie des ressources naturelles, tous deux de l'université de l'État de Washington aux États-Unis. Il a enseigné à l'Université du Lesotho de 1991 à 2000.

Il a travaillé comme analyste fiscal et consultant commercial, a siégé au conseil d'administration de sociétés privées et a présidé des institutions internationales.

"Je serai un véritable et fidèle Premier Ministre", a déclaré M. Majoro dans son discours d'investiture le 20 mai, après la démission de Thomas Thabane le 19 mai.

M. Majoro a déclaré qu'il veillerait à ce que tous les Basotho, quelle que soit leur affiliation politique, bénéficient des diverses activités, programmes et projets socio-économiques lancés par le gouvernement. Il a été nommé par la All Basotho Convention (ABC), qui a formé un gouvernement de coalition avec l'Alliance des démocrates, le Basotho National Party et le Congrès réformé du Lesotho après les élections de 2017.

Le Lesotho dispose d'un parlement bicaméral composé d'un Sénat de 33 sièges et d'une Assemblée nationale de 120 sièges. Selon la Constitution, un parti gagnant doit obtenir au moins 61 sièges pour former un gouvernement.

Toutefois, si aucun parti n'obtient les 61 sièges requis, des coalitions peuvent être formées à cette fin. Majoro exercera le reste du mandat de Thabane avant les prochaines élections prévues pour 2022.

Thabane a fait partie de presque toutes les administrations du Lesotho depuis l'indépendance en 1966. □



Dr. Moeketsi Majoro



La culture, le patrimoine clé du développement durable

par Raymond Ndhlovu

L'AFRIQUE ET le reste de la communauté mondiale doivent continuer à défendre et à apprécier la paix, car c'est un idéal et une aspiration permanents pour l'humanité pour réaliser et consolider le développement durable.

Tel était le message clé de la Journée de l'Afrique lors d'une conférence virtuelle organisée le 25 mai par le Fonds du patrimoine mondial africain (AWHF).

La Journée de l'Afrique est une partie importante du patrimoine, passé, présent et futur du continent, et est célébrée le 25 mai de chaque année.

La journée remonte à la toute première conférence des États africains indépendants organisée par le président fondateur du Ghana, Kwame Nkrumah, en avril 1958.

Cinq ans plus tard - le 25 mai 1963 - une autre réunion historique a eu lieu en Éthiopie lorsque les leaders de 32 États africains indépendants ont formé l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), qui est maintenant l'Union Africaine.

À cet égard, la réunion virtuelle de l'AWHF s'est tenue sous le thème « Perspectives culturelles pour la consolidation de la paix dans le contexte de Covid-19 en Afrique ».

Le thème a été aligné sur le thème de l'UA pour 2020, qui est « Santé et sécurité dans le contexte de la Covid-19 ».

L'AWHF a noté que la paix est une condition préalable nécessaire pour que l'Afrique puisse réaliser ses aspirations, ainsi tous les États membres doivent travailler ensemble pour créer des conditions propices au

programme de développement de l'Afrique.

Les aspirations de l'Afrique à être avancée, développée, autonomisée, inspirée, indépendante et unie d'ici 2063. Ces qualités sont contenues dans l'Agenda 2063 - un cadre stratégique continental adopté par l'Union africaine en 2013 pour optimiser l'utilisation des ressources du continent au profit de tous les Africains.

L'AWHF a déclaré que ces aspirations sont possibles, ajoutant que l'Afrique pourrait utiliser sa riche culture et son patrimoine pour réaliser ses ambitions, car la culture et le patrimoine sont des outils essentiels pour le développement durable et la paix.

En fait, du Cap au Caire ou de Yaoundé à Mogadiscio, l'Afrique possède certains des sites du patrimoine naturel et culturel les plus remarquables qui offrent une variété d'options de croissance socio-économique, y compris le tourisme et le développement des infrastructures.

L'une des aspirations de l'Afrique telles que contenues dans l'Agenda 2063 est d'augmenter le nombre de sites africains du patrimoine mondial à 10 fois le niveau de 2013.

Prenant la parole lors de la conférence virtuelle, un expert de la conservation et du patrimoine, le Dr Kendi Borona a déclaré qu'il était essentiel pour l'Afrique d'utiliser ses systèmes de connaissances indigènes pour cultiver une culture de la paix sur le continent.

Elle a affirmé que la paix doit être cultivée parmi l'humanité, mais « aussi avec la nature ».

Un chercheur du Conseil de recherche en sciences humaines d'Afrique du Sud, le Dr Olga

Bialostocka, a ajouté que la protection et la conservation du patrimoine naturel pour les générations présentes et futures ont la capacité de contribuer de manière significative au développement durable.

Le Dr Bialostocka a déclaré qu'il ne peut y avoir de développement durable sans une profonde appréciation de la culture, car la culture est fondamentale car elle défend l'identité.

Concernant la situation sanitaire posée par la COVID-19, un expert archéologique de l'Université du Cap, le professeur Shadreck Chirikure a déclaré que l'Afrique devrait puiser dans son riche patrimoine pour trouver des solutions.

« Les Africains ont pris des distances sociales pendant de nombreuses années », a-t-il dit, « il est donc important d'apporter ces expériences africaines pour aider à naviguer dans cette période de la COVID-19. »

« Utilisons nos connaissances africaines pour résoudre les problèmes africains », a déclaré le professeur Chirikure.

Il a déclaré que l'ère post-COVID19 offrait à l'Afrique une opportunité d'exploiter et d'accepter le changement par des moyens traditionnels.

« Il est donc indispensable de veiller à ne pas perdre les riches connaissances contenues dans notre patrimoine. »

La réunion virtuelle de l'AWHF a été marquée par le lancement d'une campagne sur les réseaux sociaux #MyAfricanHeritage visant à profiler les sites du patrimoine africain.

Le plan est de profiler au moins un site du patrimoine mondial africain chaque semaine sur les plateformes de médias sociaux de l'AWHF. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), le continent compte 89 sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.

Le premier site à être profilé était Mosi oa Tunya / Site du patrimoine mondial des chutes Victoria entre la Zambie et le Zimbabwe.

L'AWHF est une organisation intergouvernementale créée en 2006 pour soutenir la conservation et la protection efficaces du patrimoine naturel et culturel de valeur universelle exceptionnelle en Afrique.

Il travaille avec tous les États membres de l'UA et l'UNESCO pour faciliter la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine Mondial de 1972.

LA CONVENTION du Patrimoine Mondial adoptée par l'UNESCO en 1972 classe le patrimoine en deux grandes catégories: culturel et naturel.

Le patrimoine culturel désigne un monument, un ensemble de bâtiments ou un site ayant une valeur historique, archéologique, scientifique, ethnologique ou anthropologique.

Le patrimoine naturel comprend des caractéristiques physiques, biologiques et géographiques exceptionnelles, différents types d'espèces végétales ou animales et des zones ayant une valeur scientifique ou esthétique significative qui pourraient être les meilleures pour la conservation. □

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC Aujourd'hui VOL. 22 No 4 JUIN 2020

SADC AUJOURD'HUI

est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,
Gaborone, Botswana

Tel +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
E-mail registry@sadc.int Website www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR

Munetsi Madakufamba

TRADUCTEUR

Chris Kambayi

COMITÉ DE RÉDACTION

Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglene Tauya, Admire Ndhlovu,
Phyllis Johnson, Nyarai Kampilipili, Kumbirai Nhongo,
Maidei Musimwa, Tariro Mutwira, Tanaka Chitsa, Monica Mutero,
Raymond Ndhlovu, Thenjiwe Ngwenya, Eunice Kadiki

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Internationaux de Coopération co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2020

SADC AUJOURD'HUI reçoit les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou de rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sadc.net. Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPTION & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

P1; P2 Devex; P3 UNESCO, Zimbabwe News; P4 Club of Mozambique; P5 Lesotho Tourism, Zambia Daily Mail; P6 Pinterest, SA Tourism; P7 peaceparks.org; P8-9; P10 Quartz, weforum.org; P11; P12 Malawi Tourism, newsofthesouth.com, Enca; P13 newziana.co.zw; P14 Zimbabwe Tourism, history.com; P16 National Archives of The Netherlands

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Courriel: sadctoday@sadc.net

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)

Julius K. Nyerere House, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Tel +263 242 791 141

www.sadc.net

Connaissance pour le Développement



sadc.net



@sadc.net

Austrian
Development Cooperation

Cette publication est réalisée dans le cadre d'un projet financé par l'Agence Autrichienne de Développement / Coopération Autrichienne au Développement. La responsabilité du contenu incombe entièrement aux éditeurs, les informations et opinions exprimées ne reflètent pas l'opinion officielle de l'Agence Autrichienne de Développement / Coopération Autrichienne au Développement.



Juin– Août 2020

Juin 2, Mondial	Journée Mondiale de l'Environnement La Journée mondiale de l'environnement est organisée par les Nations Unies pour susciter une sensibilisation mondiale et une action environnementale. Observé chaque année depuis 1974, l'intention est de faire participer les gouvernements, les entreprises, les célébrités et les citoyens à concentrer leurs efforts sur les problèmes environnementaux urgents. Le thème de 2020 est « Le temps pour la nature ». Les événements récents, des augmentations de température et des feux de brousse aux cyclones et aux infestations acridiennes, et maintenant la COVID-19, une pandémie de maladie mondiale - démontrent l'interdépendance des personnes et de leur environnement.
23, Virtuel	Réunion extraordinaire du Conseil des Ministres de la SADC La réunion virtuelle se tiendra par vidéoconférence et sera présidée par le Ministre des affaires étrangères de la République-Unie de Tanzanie. Les ministres examineront la riposte à la pandémie de la COVID-19 et feront un suivi à une réunion précédente tenue en mai pour évaluer la coordination de la coopération régionale pour lutter contre la maladie.
23, Malawi,	Répétition de l'élection présidentielle Les Malawites retournent aux urnes le 23 juin pour les élections présidentielles suite à l'annulation du résultat des précédentes élections présidentielles tenues en mai 2019. L'a répétition sera un concours à trois impliquant le président sortant Peter Mutharika et les candidats de l'opposition Lazarus Chakwera et Peter Kuwani.
26, Virtuel	Comité ministériel de l'Organe de la SADC La réunion virtuelle se tiendra par vidéoconférence et sera présidée par le Zimbabwe en sa qualité de président de l'organe de la SADC sur la coopération en matière de politique, défense et sécurité. Elle délibérera sur un certain nombre de questions visant à promouvoir la paix et la sécurité dans la région de la SADC. Le comité est composé des ministres chargés des affaires étrangères, de la défense, de la sécurité publique et de la sécurité de l'État des pays qui composent l'Organe.
Juillet Date à déterminer Virtuel	Réunion des Ministres de l'Éducation de la SADC Les ministres responsables de l'éducation ou de la formation se réunissent au moins une fois par an pour examiner les questions de politique à examiner et à approuver par le Conseil des ministres et le Sommet des chefs d'État et de gouvernement..
Date à déterminer Virtuel	Réunion des ministres des finances et de l'investissement de la SADC Les ministres responsables des finances et de l'investissement se réuniront pour examiner plusieurs questions, dont l'opérationnalisation du Fonds de développement régional de la SADC et la finalisation du Cadre de mobilisation des ressources de la SADC.
Date à déterminer Virtuel	Réunion des Ministres de la Justice de la SADC Ministers responsible for Justice and Legal Affairs will meet to discuss several issues, including the development and review of legal instruments.
Août 17, Mozambique	40ème Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC Les leaders de la SADC se réunissent chaque année en août pour discuter des questions visant à promouvoir l'intégration et le développement régionaux. Le sommet est précédé de réunions de Hauts Fonctionnaires et du Conseil des Ministres. Le président mozambicain Filipe Nyusi succédera à la présidence de la SADC à son homologue tanzanien, le président John Magufuli.
Date à déterminer, Virtuel	Forum régional sur les perspectives climatiques en Afrique, australe Les experts climatiques des États membres de la SADC se réuniront pour examiner les perspectives climatiques régionales, en utilisant des indicateurs de précipitations saisonnières pour produire une prévision régionale pour la saison des pluies 2019/20.

60 ans



60 ans d'Indépendance



DEUX États membres de la SADC ont atteint 60 ans d'indépendance en juin 2020 - la République démocratique du Congo et Madagascar.

«Je vous demande de faire d'aujourd'hui, 30 juin 1960, un jour illustre qui restera gravé dans vos cœurs. Une date dont vous transmettez la signification avec fierté à vos enfants»,

Patrice Lumumba, Le Congo.

LE 30 juin 1960, le Congo (aujourd'hui la RDC) a obtenu son indépendance du Royaume de Belgique, sous le leadership de Patrice Lumumba, après près d'un siècle d'occupation et de résistance.

Prenant la parole le jour de l'Indépendance, Lumumba, un visionnaire panafricaniste et un héros courageux de l'Afrique, a lancé un appel à la nation pour qu'elle maintienne son indépendance et la grave dans son cœur.

Il a été le premier Premier Ministre du Congo moderne, élu par le peuple, installé puis destitué après moins de trois mois au pouvoir lors d'un coup d'État organisé par les forces coloniales qui le voyaient comme une menace pour leur hégémonie sur les riches ressources minérales dans le sud et l'est du pays.

Après de nombreuses années d'instabilité politique et de contrôle externe, la RDC a fait des progrès significatifs dans la création de la paix et de la démocratie en tant qu'État membre de la SADC. Les dernières élections de décembre 2018 ont vu le Président Félix Tshisekedi succéder à l'ancien Président Joseph Kabila dans une passation pacifique du pouvoir.

Prenant la parole à l'occasion du 60ème anniversaire de l'indépendance nationale, le Président Tshisekedi a noté que «... nous avons délibérément choisi de favoriser la réconciliation nationale afin de mieux construire l'avenir et de préserver la paix, la lutte contre l'impunité ne doit en aucun cas se transformer en vengeance».

Le 60ème anniversaire de l'indépendance a vu la première lettre officielle de reconnaissance de la Belgique comme le Roi Philippe exprimait ses regrets en disant:

«À l'époque de l'État indépendant du Congo (1885-1908), des actes de violence et de brutalité ont été commis, qui pèsent encore sur notre mémoire collective. La période coloniale qui a suivi a également causé des souffrances et des humiliations. Je voudrais exprimer mes plus profonds regrets pour les blessures du passé, la douleur d'aujourd'hui, qui est ravivée par la discrimination trop présente dans notre société.

Le roi Léopold II de Belgique a pris le contrôle du territoire à la fin du XIXe siècle, lorsque les puissances européennes se sont fait des revendications en Afrique, principalement pour les ressources minérales, et cela a été suivi d'un long et ardu chemin vers l'indépendance. □

«Madagascar, ma patrie, ma vie, mon héritage»

C'EST LE thème alors que Madagascar célèbre le 60ème anniversaire de l'indépendance nationale le 26 juin 2020, après avoir été administrée en tant que colonie française depuis la fin du XIXe siècle, entraînant le déclin des conditions de vie et la privation des droits et libertés.

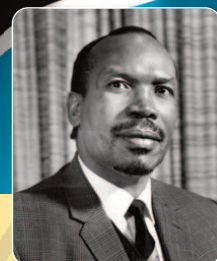
La République autonome Malgache a été proclamée en 1958 à la suite d'un référendum, avec Philibert Tsiranana à la tête du gouvernement provisoire, puis élu président de la République avant l'indépendance totale le 26 juin 1960.

Prenant la parole le jour de l'indépendance cette année, le président Andry Rajoelina a souligné la nécessité de l'unité: «Nos anciens ont donné leur vie pour notre indépendance. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons asseoir notre souveraineté pour que les efforts de ces héros n'aient pas été vains ... en travaillant ensemble, nous pourrions élever notre fierté nationale et apporter un réel développement à notre pays.» □



Sir Seretse Khama

1er juillet 1921-13 juillet 1980



«L'une de ses plus grandes contributions est qu'il a initié la SADCC... nous devons l'existence de l'organisation sous régionale de coopération africaine la plus efficace à l'initiative du président Seretse Khama. C'était un grand legs à l'Afrique et au tiers monde. Seretse Khama... était un membre actif et efficace des États de la Ligne de Front. C'était un homme de courage, qui vivait et faisait son grand travail indépendamment de la menace personnelle et politique qui était inséparable des frontières de son pays avec l'Afrique du Sud de l'apartheid et avec la Rhodésie du Sud alors gouvernée par une minorité. Julius Nyerere le 30 septembre 1986, le 20ème anniversaire de l'indépendance nationale au Botswana

JOURS FÉRIES DANS LA SADC 2020

Juin - Août 2020

1 juin	Lundi de Pentecôte	Madagascar
11 juin	Corpus Christi	Seychelles
16 juin	Journée de la jeunesse	Afrique du Sud
18 juin	Journée de la Constitution	Seychelles
25 juin	Jour de l'indépendance	Mozambique
26 juin	Jour de l'indépendance	Madagascar
29 juin	Jour de l'indépendance	Seychelles
30 juin	Jour de l'indépendance	RDC
1er juillet	Journée de Sir Seretse Khama	Botswana
6 juillet	Jour de l'Indépendance	Malawi
	Fête des Héros	Comores
7 juillet	Jour de l'Unité	Zambie
7 juillet	Saba Saba Journée de l'Industrie	Zambie
17 juillet	L'anniversaire du Roi	Tanzanie
20 juillet	Fête du Président	Lesotho
21 juillet	Jour du Président y	Botswana
22 juillet	Anniversaire du Feu Roi Sobhuza	Botswana
31 juillet	Ide el Kabir	Eswatini
		Comores
1er août	Jour ferier Ide el Kabir	Comores
	Fête parents	RDC
3 août	Fête agriculteurs	Zambie
8 août	Nane Nane Journée des paysans	Tanzanie
9 août	Journée de la Femme	Afrique du Sud
10 août	Fête Héros	Zimbabwe
11 août	Fête des Forces de défense	Zimbabwe
15 août	Fête de l'Ascension	Madagascar, Seychelles
20 août	Muharram	Comores
17 août	Journée de la SADC*	Tous
26 août	Fête Héros	Namibie
22 août	Ganesh Chaturthi	Maurice
31 août	Umhlanga Reed Dance**	Eswatini

* La Journée de la SADC n'est pas un jour férié mais une commémoration de la signature du Traité de la SADC le 17 août 1992

**Umhlanga Reed Dance date à déterminer

Un avenir partagé au sein d'une communauté régionale